



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE A BON DE COMMANDE

**Missions de maîtrise d'œuvre et d'études techniques
Fluides pour les bâtiments de l'Université Grenoble Alpes**

N° du CCAP : 25FSA028

Université Grenoble Alpes
DGD PAT
1180 rue des universités
CS 40700
38400 Saint Martin d'Hères

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Intervenants	6
3.1 - Intervenants	6
3.2 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants	6
3.3 - Sous-traitance	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 - Protection des données à caractère personnel	6
6 - Missions	7
7 - Durée et délais d'exécution	7
7.1 - Durée du contrat	7
7.2 - Reconduction	7
8 - Prix	8
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
8.2 - Forfait de rémunération	8
8.3 - Modalités de variation des prix	9
9 - Avance	9
9.1 - Conditions de versement et de remboursement	9
9.2 - Garanties financières de l'avance	9
10 - Modalités de règlement des comptes	10
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	10
10.2 - Pourcentage de rémunération par élément	10
10.3 - Présentation des demandes de paiement	10
10.4 - Délai global de paiement	11
10.5 - Paiement des cotraitants	11
10.6 - Paiement des sous-traitants	11
11 - Engagement du maître d'œuvre sur le coût des travaux	11
11.1. Engagement du maître d'œuvre avant l'établissement du coût prévisionnel	11
11.2 Engagement sur le coût prévisionnel des travaux à l'issue de la phase études	11
11.3 Engagement sur le coût du contrat de travaux	12
11.4 Modifications du projet	13
11.5 Modification du coût prévisionnel des travaux sans modification de la consistance du projet	13
11.6 Non-respect des engagements sur coûts de travaux en phase études	13
11.7 Modalité de calcul de réduction d'honoraires à l'issue de la phase travaux	13
12 - Conditions d'exécution des prestations	14
12.1 - Présentation des livrables	15
12.2 - Organisation des réunions de chantier	16
12.3 - Emission des ordres de services	16
12.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs	17
12.5 - Instruction des mémoires en réclamation	17
12.6 - Arrêt de l'exécution des prestations	17
12.7 - Achèvement de la mission	17
13 - Développement durable	17

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	18
15 - Pénalités	18
15.1 - Pénalités de retard	18
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	18
15.3 Autres pénalités	19
16 - Assurances	20
17 - Résiliation du contrat.....	20
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	20
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	20
18 - Règlement des litiges et langues	21
19 - Dérogations	21

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Missions de maîtrise d'œuvre et d'études techniques Fluides pour les bâtiments de l'Université Grenoble Alpes

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Ensemble des bâtiments universitaires présents principalement dans la Métropole de Grenoble (38000) et accessoirement dans la ville de Valence (26000).

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots car les prestations sont homogènes et ne peuvent faire l'objet d'un allotissement.

L'accord-cadre est attribué à trois opérateurs économiques maximum.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande. Le montant maximum annuel est de 450 000 euros HT.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les titulaires se verront attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes :

Les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre seront attribués aux titulaires selon **une règle de répartition à tour de rôle**, dans l'ordre de classement à l'issue de la procédure de passation, du premier au troisième. Un roulement est donc mis en place entre chacun des attributaires pour l'attribution des bons de commande.

Ainsi, les bons de commandes seront proposés successivement :

- en premier lieu, au titulaire classé premier ;
- en second lieu, au titulaire classé deuxième ;
- en troisième lieu, au titulaire classé troisième.

Ce cycle se répétera de manière continue tout au long de la durée de validité de l'accord-cadre.

A chaque survenance du besoin, l'acheteur soumet par mail au titulaire auquel il revient, selon l'ordre établi, de prendre en charge la commande, la lettre de consultation de la mission de maîtrise d'œuvre avec des éléments ci-dessous :

- le descriptif de l'opération,
- le montant prévisionnel des travaux avec le montant de la maîtrise d'œuvre ventilé par mission,
- le calendrier prévisionnel de l'opération avec une date impérative du démarrage de la prestation

Dans un délai de 72h ouvrable, le titulaire retourne par mail la même lettre de consultation et un devis en indiquant de manière formelle son acceptation.

En cas de réponse favorable dans le délai imparti, la commande lui est attribuée via l'envoi d'une copie du devis signé par le maître de l'ouvrage et pour les prochaines commandes le tour de rôle se poursuit normalement.

Si le titulaire a refusé la commande ou n'a pas répondu dans le délai de 72 heures maximum le bon de commande est immédiatement proposé au titulaire suivant dans l'ordre de rotation. Le titulaire défaillant est alors considéré comme ayant renoncé à la commande pour ce tour et ne pourra se voir proposer de nouveau bon de commande qu'à son prochain tour régulier dans le cycle de répartition.

Il appartient aux titulaires de prendre toutes les mesures pour faire face à leurs engagements. En cas de non réponse pour un bon de commande, les titulaires doivent motiver, justifications formelles à l'appui leur absence d'offre. Le pouvoir adjudicateur jugera du bien-fondé du refus, toute raison appréciée comme invalide par le pouvoir adjudicateur sera considérée comme un manquement. Sera uniquement recevable l'indisponibilité momentanée et accidentelle, pour des raisons parfaitement indépendantes de la volonté des titulaires, de moyens humains ou matériels ou cas de force majeure. Le titulaire sera informé par mail du refus de son argumentaire. L'absence de réponse du pouvoir adjudicateur vaut acceptation tacite de l'argumentaire.

L'absence de réponse dans le délai prévu constitue également un manquement.

Le titulaire qui, pendant une même période annuelle du marché (de date anniversaire en date anniversaire de la notification) aura cumulé plus de 3 manquements parmi ceux décrits ci-dessus pourra être exclu de toute commande pendant une période de 3 mois (les périodes de fermeture de l'Université ne rentrent pas dans le décompte de ces 3 mois). Cette mise à l'écart lui sera signifiée par mail.

Aucun titulaire ne pourra prétendre à une compensation ni à un rattrapage de commandes pour les bons qu'il n'a pas pu ou voulu exécuter.

Si aucun titulaire ne donne suite aux sollicitations de l'acheteur, celui-ci pourra faire appel à une autre société.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- L'enveloppe financière affecté aux travaux par le maître d'ouvrage
- Le nom des intervenants éventuellement associés (coordonnateur SPS, contrôleur technique...)
- les éventuelles précisions relatives aux modalités de paiement (notamment pour la mission DET)
- L'utilisation éventuelle des lots du marché travaux de rénovation utilisant la base batiprix pour la formalisation des prix de la future opération

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 24 mois (toutes missions confondues, études, travaux, GPA...). A titre exceptionnelle certains bons de commandes pourraient s'exécuter sur une durée allant jusqu'à 48 mois.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG maitrise d'oeuvre) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cadre financier relatif au taux de rémunération par catégorie de chantier
- Le mémoire technique remis par le titulaire au titre de son offre, portant sur :
 - La pertinence de l'organisation et des moyens humains
 - La méthodologie pour l'exécution des prestations
 - La pertinence de la démarche RSE pour l'exécution des prestations
- L'éventuel fichier de questions/réponses

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

3 - Intervenants

3.1 - Intervenants

Les bons de commandes indiqueront les éventuels intervenants associés à la prestation (contrôleur technique, coordinateur SPS...)

3.2 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent accord-cadre. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

3.3 - Sous-traitance

Les tâches essentielles effectuées exclusivement par le titulaire sont :

Les phases d'études et de conception (missions DIA, AVP et PRO/DCE).

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-MOE.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-MOE.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le détail des missions est le suivant :

Eléments de mission de base :

Mission(s)	Désignation
AVP	Etudes d'avant-projet
PRO/DCE	Etudes de projet
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Autres éléments de mission :

Mission(s)	Désignation
DIA	Etudes de diagnostic

7 - Durée et délais d'exécution

7.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

7.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

8 - Prix

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

8.2 - Forfait de rémunération

Forfait provisoire de rémunération

Les prestations du maître d'œuvre faisant l'objet de chaque bon de commande seront réglées par le forfait de rémunération. Le forfait de rémunération est provisoire.

Les montants HT des travaux à réaliser seront divisés en 3 catégories de chantiers :

- Catégorie 1 : travaux inférieurs ou égal à 100 000€
- Catégorie 2 : travaux de 100 001€ à 400 000€
- Catégorie 3 : travaux supérieur à 400 001€

A chaque catégorie de chantier il sera appliqué un « **taux de référence** » spécifique figurant dans Le cadre financier relatif au taux de rémunération par catégorie de chantier.

Le forfait provisoire de rémunération du maître d'œuvre s'obtient par la formule suivante :

$$F_p = t \times C_0$$

dans laquelle :

F_p est le forfait provisoire de rémunération

t est le taux de rémunération de référence du maître d'œuvre

C_0 est la part affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage et fixé dans le bon de commande

Forfait définitif de rémunération :

La rémunération définitive du maître d'œuvre sera arrêtée par voie d'avenant au plus tard au moment de l'engagement sur le coût des travaux au stade des études d'avant-projet (AVP). Cette modification du marché public interviendra en application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique.

Le forfait définitif, pour l'ensemble des missions, sera déterminé de la manière suivante :

Si le coût prévisionnel des travaux accepté par le maître d'ouvrage est inférieur à la part affectée aux travaux par le maître d'ouvrage, le forfait provisoire devient définitif lors de l'approbation de l'élément AVP.

Si le coût prévisionnel des travaux accepté par le maître d'ouvrage est inférieur à la part affectée aux travaux par le maître d'ouvrage, majorée du taux de tolérance étude fixé à l'article 11.2 du CCAP, le forfait provisoire devient définitif lors de l'approbation de l'élément AVP.

Si le coût prévisionnel des travaux accepté par le maître d'ouvrage est supérieur à la part affectée aux travaux par le maître d'ouvrage majorée du taux de tolérance étude fixé à l'article 11.2 du CCAP, le forfait définitif est calculé comme suit :

$$F_d = F_p + [(C_p - C_0) \times T \times 0,75] \text{ dans laquelle :}$$

F_d est le forfait définitif de rémunération

F_p est le forfait provisoire de rémunération

C0 est l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage
CP le coût prévisionnel définitif des travaux
T est le taux résultant du rapport entre Fp mission de base et C0
0,75 un coefficient de pondération

Le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre fait l'objet d'un bon de commande modificatif accompagné d'un tableau de répartition par mission remis à jour et établi par le titulaire.

La part attribuée à chaque cotraitant est fixée dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement (DPGF).

8.3 - Modalités de variation des prix

Les taux d'honoraires sont fermes et non actualisables.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Maîtrise d'œuvre.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Mission(s)	Acompte(s)	Pourcentage
DIA	A l'approbation du maitre d'ouvrage	100
AVP	A l'approbation du maitre d'ouvrage	100
PRO-DCE	A l'approbation du maître d'ouvrage	100
ACT	A l'approbation du ou des rapports d'analyse des offres	100
VISA et DET	A l'avancement (précisé au bon de commande)	/
AOR	Après la levée des réserves et la remise du DOE	90
AOR	A la fin du délai de garantie de parfait achèvement	10.0

10.2 - Pourcentage de rémunération par élément

Le titulaire a renseigné les pourcentages de rémunération par éléments dans le cadre financier relatif au taux de rémunération par catégorie de chantier.

10.3 - Présentation des demandes de paiement

Afin de faciliter la gestion financière de ce contrat, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'imposer un cadre de facturation (trame d'état d'acompte).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

10.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

10.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Engagement du maître d'œuvre sur le coût des travaux

11.1. Engagement du maître d'œuvre avant l'établissement du coût prévisionnel

L'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est une enveloppe qui comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme de chaque bon de commande.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations des éléments AVP est supérieur à l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage, après avoir été ramené au mois d'établissement de cette enveloppe financière par utilisation des index BT01 appliqué sur la totalité des montants, alors le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus. En cas de refus de rendre compatible le projet avec l'enveloppe financière prévisionnelle, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire.

11.2 Engagement sur le coût prévisionnel des travaux à l'issue de la phase études

La mission du maître d'œuvre comportant l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux, le coût prévisionnel des travaux est arrêté à la remise de l'AVP, **le seuil de tolérance fixé dans le contrat est égal à 5 %**.

Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation initiale des entreprises de travaux, sur la base du montant des offres remises par les entreprises et retenues par le maître d'ouvrage.

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux selon la formule suivante :

Coût de référence des travaux = coût cumulé des marchés de travaux x coefficient de révision

Le coût cumulé des marchés de travaux correspond au montant global de l'offre ou des offres considérée(s) comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage.

Le coefficient de révision correspond au rapport entre l'index BT01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre, et l'index BT01 du mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus (appliqué sur la totalité des montants). Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

En cas de dépassement du seuil de tolérance, le maître d'ouvrage ou son représentant peut demander par ordre de service au maître d'œuvre la reprise des études pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance, sans rémunération supplémentaire.

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut mettre fin à la commande.

11.3 Engagement sur le coût du contrat de travaux

Lorsque la mission confiée au maître d'œuvre comporte la direction de l'exécution du contrat de travaux et l'assistance lors des opérations de réception, **le seuil de tolérance est fixé à 5 %**.

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre est contrôlé après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. Le montant des dépenses de travaux résulte des décomptes généraux des marchés et factures émises par les entreprises pour la réalisation de l'opération.

La comparaison entre le coût résultant des marchés initiaux signés et le coût constaté à la fin des travaux s'effectuera en valeur de base des marchés de travaux HT (Mois Mo travaux hors révision, pénalités, primes... et TVA).

Pour effectuer cette comparaison en cas de pluralité de marchés de travaux comportant des valeurs de base différentes (Mois Mo différents selon la date de passation des marchés du fait de l'étalement des besoins dans le temps), le montant initial et le coût constaté de chaque marché de travaux sera ramené en valeur de base du premier marché signé.

Le maître d'œuvre présentera dans son décompte mensuel intégrant la partie de l'élément de mission "remise du décompte général des travaux" de l'élément DET tous les calculs permettant un premier contrôle par le maître d'ouvrage et notamment un tableau comparatif entre montant des marchés et montants réalisés des travaux et les raisons de l'écart éventuel. La part des honoraires concernés pourra être bloquée si ces calculs ne sont pas fournis.

Le maître d'œuvre présentera un tableau complémentaire intégrant les éventuelles réclamations des entreprises avec son projet de décompte général. Le solde du marché pourra être bloqué si ces calculs ne sont pas fournis.

Pour vérifier le respect de cet engagement, le maître d'œuvre calcule l'écart entre :

- le coût initial qui est la somme de tous les contrats de travaux résultant des marchés signés, augmenté du coût des commandes qu'il était nécessaire de prévoir pour la réalisation de l'ouvrage en valeur de base.
- le coût constaté qui est la somme, en prix de base, des montants de travaux résultant des décomptes généraux des marchés, augmenté du coût des factures conclues pour la réalisation de l'ouvrage, ramené, s'il y a lieu, en valeur de base du premier marché signé.

Si l'écart excède le seuil de tolérance ci-dessus, la rémunération du maître d'oeuvre est réduite conformément aux dispositions de l'article 11.7 du présent CCAP.

11.4 Modifications du projet

Elles peuvent intervenir du fait de deux sortes d'aléas :

- Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'oeuvre en cours d'exécution** par suite d'imprévisions dans ses études, de réserves du contrôleur technique, de non observation des DTU ou d'erreurs dans la conduite des travaux, même en cas d'accord du maître d'ouvrage.
- Modifications/précisions de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle demandées par le maître d'ouvrage après conclusion de l'avenant fixant la rémunération définitive du maître d'oeuvre** : il sera fait application des dispositions de l'article 14 du CCAG MOE. La négociation financière tient compte de l'évolution de l'étendue de la mission, de son degré de complexité et des incidences sur le coût prévisionnel des travaux.

11.5 Modification du coût prévisionnel des travaux sans modification de la consistance du projet

Ce cas peut se produire si surviennent certaines difficultés au cours de la réalisation des travaux (A titre d'exemple, lorsqu'une entreprise cesse son activité et doit être remplacée. Il en résulte souvent que l'estimation prévisionnelle du coût des travaux restant à exécuter devient supérieure à ce qu'elle aurait été si l'entreprise défaillante avait terminé le chantier). Le maître d'oeuvre ne sera pas pénalisé de ce fait, mais il devra, si nécessaire, remanier les dossiers, sans modification du forfait de rémunération initial.

11.6 Non-respect des engagements sur coûts de travaux en phase études

Au cas où après consultation des entreprises, le montant des offres retenu par le maître d'ouvrage dépasse les limites du seuil de tolérance ; si le maître d'ouvrage décide de ne pas résilier le marché, le maître d'oeuvre recommence ses études à ses frais afin de respecter le coût de travaux prévisionnel augmenté de la marge de tolérance. Le maître d'ouvrage fixe par ordre de service le délai maximum de reprise des études. Les clauses de pénalités pour retard dans la présentation des livrables fixés à l'article 15 du présent CCAP sont applicables.

11.7 Modalité de calcul de réduction d'honoraires à l'issue de la phase travaux

En cas de dépassement excédant le seuil de tolérance fixé par le contrat, la rémunération du maître d'oeuvre sera réduite.

Si le coût constaté est supérieur au coût prévisionnel augmenté de la tolérance résultant de l'application du seuil tel que défini à l'article 11.3 du CCAP, le maître d'œuvre supporte une réduction d'honoraires. Cette réduction d'honoraires est égale à la différence entre le coût constaté et le coût toléré résultant de l'application du seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au double du pourcentage, résultant du rapport entre le montant des honoraires définitifs arrêtés à l'issue de la phase AVP et le coût prévisionnel fixé à l'AVP sur lequel le maître d'œuvre s'est engagé.

Cependant, le montant de cette réduction d'honoraires ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

En cas de marché confié à un groupement, le mandataire devra indiquer à l'acheteur la répartition de la réduction d'honoraires. A défaut de réponse dans un délai de 15 jours à la mise en demeure adressée par le maître d'ouvrage de lui indiquer cette répartition, la réduction d'honoraires sera appliquée en totalité au mandataire du groupement.

12 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

En dérogation à l'article 3.1 du CCAG MOE, la notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par mail.

Responsable de contrat :

Le pouvoir adjudicateur souhaite avoir un interlocuteur unique et identifié agissant en qualité de « Responsable de Contrat » et qui sera le garant de la bonne exécution des prestations et du respect des engagements contractuels liés à ce marché. Pendant toute la durée du contrat, le Responsable de Contrat assure la coordination de l'ensemble des prestations faisant partie du périmètre contractuel. Il est notamment garant du traitement des incidents.

En dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG MOE, dans le but d'avoir un suivi régulier, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours à compter de la notification, les noms et coordonnées du Responsable de Contrat. Le pouvoir adjudicateur peut le récuser dans un délai de 15 jours. Si le maître d'ouvrage récuse le remplaçant, le maître d'œuvre dispose de 15 jours pour proposer un autre remplaçant.

Si le responsable de contrat n'est plus en mesure de remplir sa mission et ce pour une raison majeure (démission, maladie, etc.), le titulaire doit en aviser immédiatement l'UGA par mail ou lettre recommandée avec avis de réception, si possible au moins 10 jours ouvrés avant la mise en œuvre de ce changement. Le nouvel intervenant doit être proposé dans un délai de 15 jours maximum, le titulaire communique son nom et ses coordonnées. Le pouvoir adjudicateur peut le récuser dans un délai de 15 jours. Si le maître d'ouvrage récuse le remplaçant, le maître d'œuvre dispose de 15 jours pour proposer un autre remplaçant.

En cas de difficulté d'exécution, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander le remplacement du responsable de contrat par mail ou courrier avec accusé de réception. Le titulaire propose un remplaçant dans les mêmes conditions que celles évoquées ci-dessus.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

12.1 - Présentation des livrables

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Mission	Désignation du livrable	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3
DIA	Diagnostic	2 semaines	3 semaines	4 semaines
AVP	Etudes d'avant-projet	2 semaines après validation du diagnostic	3 semaines après validation du diagnostic	4 semaines après validation du diagnostic
PRO/DCE	Dossier de consultation des entreprises (première version)	1 semaines après validation de l'AVP	2 semaines après validation de l'AVP	3 semaines après validation de l'AVP
ACT	RAO (première version)	1 semaine après l'envoi des offres par le maitre d'ouvrage au maitre d'œuvre	2 semaines après l'envoi des offres par le maitre d'ouvrage au maitre d'œuvre	2 semaines après l'envoi des offres par le maitre d'ouvrage au maitre d'œuvre
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	1 semaines après réception de chacun des documents (plans, fiches matériels, notes de calculs...)	1 semaines après réception de chacun des documents (plans, fiches matériels, notes de calculs...)	1 semaines après réception de chacun des documents (plans, fiches matériels, notes de calculs...)
DET	Compte-rendus de chantier	3 jours après chaque réunion de chantier	3 jours après chaque réunion de chantier	3 jours après chaque réunion de chantier
DET	Avenants	10 jours après la demande du pouvoir adjudicateur	10 jours après la demande du pouvoir adjudicateur	10 jours après la demande du pouvoir adjudicateur
AOR	Proposition de réceptions des prestations	5 jours suite à la formalisation du procès verbal des OPR formalisé avec le titulaire	5 jours suite à la formalisation du procès verbal des OPR formalisé avec le titulaire	5 jours suite à la formalisation du procès verbal des OPR formalisé avec le titulaire
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	2 semaines après réception du DOE par l'entreprise	2 semaines après réception du DOE par l'entreprise	2 semaines après réception du DOE par l'entreprise

Les prestations sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre s'accordent sur les formats informatiques des prestations remises de manière dématérialisée. A défaut, le maître d'œuvre devra fournir ses prestations sous formats génériques lisibles sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l'appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

La décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les livrables doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai de vérification
DIA	Diagnostic	2 semaines
APV	Etudes d'avant-projet	2 semaines
PRO/D CE	Dossier de consultation des entreprises	2 semaines
ACT	Rapport d'analyse	2 semaines
AOR	Procès-verbaux liés à la réception (OPR, propositions du maître d'œuvre et pv de levée des réserves)	2 semaines

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du livrable transmis par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

Dans l'hypothèse d'une admission tacite, le démarrage de la mission suivante se fait sur demande expresse du maître d'ouvrage.

12.2 - Organisation des réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception avec la fréquence d'une réunion par semaine.

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion.

12.3 - Emission des ordres de services

Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 7 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du maître d'ouvrage si l'ordre de service :

- porte sur la notification des dates des commencement des périodes de préparation et de démarrage des travaux ou la notification de l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- entraîne une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants.

12.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

Vérification des projets de décomptes mensuels :

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à 15 jours à compter de la date de réception du document.

12.5 - Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 15 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

12.6 - Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet de la commande, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

12.7 - Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de maîtrise d'œuvre, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception de la mission de maîtrise d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

13 - Développement durable

Le titulaire est tenu des obligations environnementales sur lesquelles il s'est engagé dans le cadre de son offre.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une concession au profit du pouvoir adjudicateur. Cette concession vaut pour les seuls besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20% du montant de la commande.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure préalable restée sans effet hormis les pénalités concernant les pénalités de vérification des décomptes et d'instruction des mémoires en réclamation.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les jours mentionnés ci-dessous sont entendus comme des jours calendaires (et non des jours ouvrés).

15.1.1 - Pénalités de retard dans la notification des ordres de service

En cas de retard du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 50€ par jour de retard.

15.1.2 - Pénalités de retard dans la présentation des livrables

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 150€ par jour de retard.

15.1.3 - Pénalités de retard dans la vérification des projets de décomptes mensuels et du décompte final

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article 12.4 du présent CCAP, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 150€. Cette pénalité est appliquée sans mise en demeure préalable.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

15.1.4 - Pénalités de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation des entrepreneurs

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités par jour de retard d'un montant de 200 €. Cette pénalité est appliquée sans mise en demeure préalable.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 Autres pénalités

15.3.1 Réunion

En cas d'absence aux réunions (réunions de chantier, réunion de lancement, réunion de cadrage, réunion concernant l'analyse des offres, commissions des marchés...) ou convocations (expertises, contentieux avec l'entreprise...) du représentant du maître d'œuvre non justifiée, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 200 € par réunion où l'absence a été constatée sans mise en demeure préalable. Le pouvoir adjudicateur juge librement du bien-fondé du motif lié à l'absence.

15.3.2 Comptes-rendus des réunions de chantier

En cas de non-transmission des comptes rendus de chantier le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité journalière de 50 € par jours par compte-rendu non diffusé sans mise en demeure préalable.

15.3.3 Pénalités relatives à la défaillance du maître d'œuvre dans la mise en œuvre des opérations de réception

15.3.3.1 - Organisation des opérations préalables à la réception

Si le maître d'œuvre ne procède pas aux opérations préalables à la réception dans le délai fixé à l'article 41.1 du CCAG-TRAVAUX, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer un abattement de 50% sur la partie « réception » de l'élément de mission AOR.

De plus, si, bien que dûment convoqué, il est constaté que le maître d'œuvre n'est pas présent ou représenté à la date fixée par le pouvoir adjudicateur pour la réalisation des opérations préalables à la réception, ou si, bien que présent ou représenté, il refuse de procéder aux opérations préalables à la réception, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer un abattement complémentaire de 50% sur la partie « réception » de l'élément de mission AOR.

En complément, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 500 €.

Par ailleurs, si le pouvoir adjudicateur a fait appel à un assistant éventuel pour pallier à la non réalisation des opérations préalables à la réception par le maître d'œuvre, le coût de cet assistant sera porté au débit du maître d'œuvre.

15.3.3.2 - Etablissement de la proposition de réception des travaux par le maître d'œuvre.

Le délai d'établissement par le maître d'œuvre de la proposition de réception des travaux est celui fixé à l'article 41 du CCAG-TRAVAUX.

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE, en cas de retard dans l'établissement de la proposition de réception des travaux, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 150 € par jour de retard sans mise en demeure préalable.

15.3.5.3 Levée des réserves

En cas de retard du maître d'œuvre dans la rédaction des PV de levée, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 150 € par jour de retard sans mise en demeure préalable.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Cette police doit garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale que le maître d'œuvre est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réception des travaux.

- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Suite à 6 manquements constatés dans le cadre des attributions de bons de commandes prévues à l'article 1.4 du présent document le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le contrat pour faute du titulaire. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 8.3 du CCAP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- l'article 12 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- l'article 12 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.6 du CCAP déroge aux articles 27 à 31 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 18.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre